

Sommaire des exigences

La liste qui suit présente les éléments nécessaires pour constituer une demande d'adhésion. Veuillez indiquer les éléments que vous soumettez et joindre la présente liste de vérification à votre demande d'adhésion. Veuillez soumettre une copie électronique et un original, s'il y a lieu.

- Formulaire de demande – sociétés et sociétés de personnes
- Dépôt relatif à la demande de 10 000 \$ (non remboursable)
- Statuts constitutifs (ou autres documents constitutifs pertinents)
- Organigramme de la société
- Copie du Formulaire 1 de la BDNI – Inscription de la société, si la société vient d'adhérer à la Base de données nationale d'inscription (BDNI)
- Formulaire de demande d'inscription 33-109F6 (voir le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription)
- Demande d'inscription/d'autorisation pour tous les représentants de courtier, administrateurs, associés, membres de la haute direction et investisseurs détenant au moins 10 % des titres avec droit de vote, des titres de capitaux propres ou du total des capitaux propres de la société requérante à soumettre en même temps au moyen de la BDNI
- Droits d'inscription (les droits seront prélevés par voie électronique dans la BDNI au moment du dépôt de la demande). Reportez-vous au Guide des catégories de l'OCRCVM pour connaître les droits applicables.
- Demande de l'investisseur pour chaque investisseur détenant directement ou indirectement au moins 10 % des titres avec droit de vote, des titres de capitaux propres ou du total des capitaux propres de la société requérante
- Avis de l'investisseur pour chaque investisseur détenant directement ou indirectement moins de 10 % des titres avec droit de vote, des titres de capitaux propres ou du total des capitaux propres de la société requérante
- Manuel des politiques et procédures
- Document/organigramme sur la gouvernance (voir l'article 3916 des Règles de l'OCRCVM) exposant la chaîne de reddition de compte en matière de surveillance et les responsabilités des diverses personnes y figurant
- Copie du plan de continuité des activités de la société requérante
- Si la société requérante n'est pas un remisier, une lettre de confort d'un examinateur indépendant agréé concernant le plan de continuité des activités
- Documents d'ouverture de compte, relevés mensuels et avis d'exécution
- Plan d'affaires quinquennal
- Convention de remisier/courtier chargé de comptes, s'il y a lieu
- Formulaire 1 audité, préparé au plus tôt 90 jours avant la présentation de la demande par un auditeur autorisé faisant partie du groupe d'auditeurs autorisés
- Conventions de subordination de prêt, s'il y a lieu (inclure les originaux)
- Lettre des auditeurs de la société requérante indiquant que celle-ci tient un système de livres et de registres adéquat
- Preuve d'une couverture d'assurance
- Énoncés de principe relatifs au contrôle interne
- États financiers des trois exercices précédant la demande, s'il y a lieu